

# Crise en Côte d'Ivoire: l'ADRAO 'sous le feu'

Les événements de la seconde moitié de septembre 2002 ont surpris plus d'une personne, y compris le personnel et la Direction du siège de l'ADRAO. Nous faisons ici le récit de ces jours fatidiques et de la réponse de l'ADRAO au déroulement de la crise ivoirienne.

## Les événements

Dans la nuit du jeudi 19 septembre, avant l'aube, on a eu le sentiment soudain que quelque chose se passait *encore* en Côte d'Ivoire. Les téléphones sonnaient et il régnait un silence de mort au dehors, interrompu par les seuls membres de l'agence locale de sécurité qui cherchaient à s'informer auprès des résidents et des veilleurs de nuit.

Rien de nouveau pour les habitants de Bouaké, y compris la majorité des employés du siège de l'ADRAO. Tous ceux qui y vivaient au moins depuis trois ans ont connu le coup d'état de décembre 1999, la mutinerie de juillet 2000, les émeutes qui ont suivi les élections d'octobre 2000 et l'insécurité croissante sous la forme de vols à main armée. « Depuis 1998, l'ADRAO elle-même a perdu sept véhicules dans le pays et plusieurs de ses agents ont été agressés dans des vols à main armée dans les domiciles, les restaurants, les clubs et dans les braquages de voitures, » a déclaré le Responsable des Ressources humaines et des services administratifs de l'ADRAO, Gabriel Dao. « Le pire de ces événements étant le braquage par quatre bandits armés de deux voitures neuves de marque Nissan Terranos à l'entrée du siège de l'ADRAO. Un chercheur avait été blessé par balle au cours de l'opération. C'était au mois d'avril 2000. »

« Habitué aux perturbations socio-politiques, nous avions déjà mis en place quelques plans d'urgence, » a

expliqué Michel Dubé, Directeur de l'Administration et des Finances. « L'un de ces plans était que, au cours des quatre dernières années, nous avons encouragé le personnel à stocker dans leurs maisons des vivres et de l'eau pour une semaine au moins. » Ces précautions se sont révélées inestimables dans la semaine qui a suivi le début des événements puisque la situation changeait d'heure en heure et que l'insécurité régnait dans les rues.

La plupart des gens qui étaient là vous diront que la semaine qui a suivi a été l'expérience la plus effrayante de leur vie, pas plus que les deux batailles pour la zone résidentielle où habitaient la plupart de nos cadres. Juste après la tombée de la nuit, le lundi 23 septembre aux environs de 19h15, de violents combats ont éclaté dans la zone de Kennedy. A ce moment, la plupart des gens se sont retrouvés quelque part dans leurs maisons, à l'abri des regards et loin des fenêtres. Le sentiment était qu'on pouvait encore s'échapper d'un obus tiré d'un mortier, mais lorsqu'on est à côté d'une fenêtre, on peut s'exposer aux éclats de vitres aux effets désagréables. Le matin, ceux qui avaient eu assez de courage pour s'aventurer dans les rues avaient déclaré que les soldats gouvernementaux avaient pris contrôle de la zone de Kennedy lors des combats. Mais cela n'a été que de courte durée et le mardi des combats plus violents ont éclaté aux environs de 14h30 et se sont poursuivis plus longtemps. A la fin, Kennedy était passé encore sous contrôle rebelle.

Il était devenu difficile d'avoir des nouvelles puisque les différentes sources avaient commencé à raconter que des brides d'histoires dont le rapprochement était plus qu'un casse-tête. Le personnel de l'ADRAO était en contact avec leurs différentes ambassades, tandis que la Direction s'attelait à discuter les détails avec les NU, l'Ambassade de France et d'autres organisations internationales.

Le jeudi 26 septembre, aux environs de 16 heures, les premiers véhicules d'un convoi de l'ADRAO quittaient le Bureau de liaison de l'ADRAO à Bouaké en direction de Yamoussoukro au sud en territoire sous contrôle gouvernemental. Cette voie de sortie avait été obtenue après d'intenses négociations auprès des rebelles de la part des Forces armées françaises. La position de l'ADRAO y avait été négociée à travers les NU et le Ministère français de la coopération internationale d'alors. « Toute notre reconnaissance aux deux groupes – le Gouvernement français et les Responsables des Nations Unies – pour notre sortie sécurisée de Bouaké, » a déclaré Kanayo F. Nwanze, Directeur général de l'ADRAO.

Une fois à Yamoussoukro, l'hébergement était étudié au cas par cas et la plupart des évacués de l'ADRAO ont dû passer la nuit dans la cour de l'une des nombreuses missions dans la ville – très surchargée. Mais beaucoup d'entre eux ne se sont pas plaints de cette promiscuité, ils étaient plutôt reconnaissants d'être en vie et hors de la zone de combat.

Dans la matinée du vendredi 27 septembre, le convoi de l'ADRAO a poursuivi sa route vers le sud en direction de la capitale commerciale Abidjan. « Avant même notre arrivée à Abidjan, plusieurs hauts cadres avaient décidé de quitter le pays avec leurs familles, » a laissé entendre Nwanze. « C'était donc une équipe déjà réduite qui s'est retrouvée pour une réunion au sommet le lundi suivant. Ma principale préoccupation à l'époque était de mettre l'accent sur le fait que l'ADRAO n'a pas quitté la Côte d'Ivoire. Au contraire, elle a temporairement relocalisé son siège de Bouaké à Abidjan. »

### Hébergement temporaire à Abidjan

« A notre arrivée à Abidjan, notre principale occupation était de trouver un hébergement pour le personnel déplacé et de trouver des bureaux temporaires, » poursuit Nwanze.

26 septembre 2002 : Trois jours avant, le système de sécurité des Nations Unies avait déclaré Bouaké niveau alerte sécurité type 4. L'ADRAO a été évacuée de Bouaké sous la protection des troupes françaises



Des logements furent obtenus sous forme d'hôtels-appartements, en particulier ceux du district des II Plateaux non loin du Bureau de liaison de l'ADRAO à Abidjan. Le Bureau de liaison lui-même a été vite rempli d'agents déplacés de Bouaké, mais n'était pas assez grand pour accueillir tout le monde. La décision a été donc de maintenir les membres de l'Exécutif, de l'Administration et des Finances ainsi que du TILS dans le Bureau de liaison et de chercher des bureaux plus appropriés pour les chercheurs qui étaient restés loyalement en Côte d'Ivoire. « Nos premiers bureaux temporaires pour la recherche étaient localisés au sein du Bureau des Nations Unies pour les services de projets (UNOPS), auquel nous sommes très reconnaissants pour l'espace de 'camping' mis à notre disposition bien que dans des conditions exiguës, » a déclaré Nwanze.

« UNOPS ? Oui, je me rappelle », se souvient Howard Gridley, Sélectionneur riz de bas-fond, avec un sourire ironique. « C'est là où nous étions entassés dans un petit espace avec une ligne pour l'internet. Vous passez une à deux heures en ligne et ensuite vos collègues vous disent



Personnel de l'ADRAO en compagnie du vice-président Richard Musangui (au centre en première ligne) lors d'une réunion de travail en décembre 2002 à Abidjan

« il est l'heure » et débranchent comme prévu le câble de votre ordinateur. »

Plus tard, un appartement libre a été loué pour le personnel de la recherche et où on était moins à l'étroit et qu'il était possible d'installer un réseau informatique local pour faciliter l'accès à l'Internet et au courrier électronique.

### **La planification pour l'avenir**

En début d'octobre, la Direction exécutive de l'ADRAO a mis en place des stratégies à court, moyen et long terme pour gérer la crise ivoirienne. Dans le même temps, un plan consolidé de dotation en personnel a été initié pour le personnel recruté au niveau régional. Au début, tout le personnel régulier percevait la totalité de leur salaire. « Nous ne pouvions pas occuper tout le personnel d'appui de façon rentable à Abidjan, » a expliqué Dubé, « nous les avons donc divisés en trois catégories que nous avons appelées restreints, essentiels et autres. » Au départ, le personnel 'restreint' était essentiellement composé de quelques secrétaires, chauffeurs et du personnel IT – qui travaillaient en réalité. Le personnel 'essentiel' était les agents occupant des postes que la Direction a considérés essentiels pour la viabilité continue de l'ADRAO elle-même, mais qui en réalité ne travaillaient pas (en ce moment-là). « Ces agents étaient mis en chômage technique et percevaient la moitié de leurs salaires pour une période initiale de trois mois, » a expliqué Dubé. Le reste des employés avait été mis en chômage technique sans salaire – il était peu probable que ces employés soient rappelés dans le court ou même moyen terme, » a expliqué Dubé. « Cependant, en les mettant en chômage technique (au lieu de les renvoyer), nous continuons de maintenir la couverture de leur assurance maladie et ils gardent leurs droits d'employés d'une organisation internationale en Côte d'Ivoire, »

« Le personnel cadre qui a été évacué avec leurs familles en septembre et début octobre était aussi initialement placé en chômage technique, » a déclaré Nwanze – dans ce cas-ci avec salaire complet.

Dans le cadre de la stratégie à moyen terme – à mettre en œuvre au cas où il ne serait pas possible de retourner à Bouaké et M'bé avant janvier 2003 – des discussions ont été menées avec un autre Centre du CG, l'ICRISAT, qui a une station à Bamako au Mali. Vers le 1<sup>er</sup> novembre,

l'ICRISAT avait accepté le principe d'allouer des bureaux, des laboratoires et des parcelles de champ de sa station au Mali et les négociations avec le Gouvernement malien avaient commencé. En mi-décembre, une petite équipe a visité Bamako pour évaluer les installations et avoir des interactions avec les autorités maliennes et le personnel de l'ICRISAT. Cette visite a abouti à l'ébauche d'un plan de relocalisation temporaire.

« La grande majorité du personnel cadre qui avait quitté le pays est retournée à Abidjan au cours de la première semaine de janvier, » a indiqué Nwanze. Les premiers signes du regroupement total étaient donc perceptibles à temps pour la mise en œuvre de la stratégie à moyen terme.

Pendant le week-end du 25 au 26 janvier, le Directeur de la recherche par intérim, James Sumberg, a conduit le premier groupe de chercheurs à Bamako pour établir une station de recherche temporaire dans les installations de l'ICRISAT à Samanko, Bamako. La plupart du reste des chercheurs, du personnel d'appui à la recherche ainsi qu'un cadre de l'administration et des finances y ont été

Préparation du sol pour la riziculture à la station de recherche de l'ICRISAT à Samanko, début 2003



relocalisés dans les semaines qui ont suivi, de sorte qu'un complément de personnel 'restreint' au grand complet était en place vers fin avril.

Dans le même temps, le Conseil d'administration de l'ADRAO s'est réuni à Bamako du 24 au 28 février, où la décision a été prise que le personnel de recherche reste à Bamako jusqu'à deux ans afin de leur permettre de planifier et réaliser leurs activités dans le nouveau climat. Cela a signalé le déclenchement de la stratégie à long terme. Un cas de scénario pire du retour à Bouaké devenant imprévisible a été discuté à un moment donné ; cependant, ceci « n'est pas à l'ordre du jour et par conséquent ne fait

pas partie de notre cadre de travail actuel, » a déclaré Nwanze avec beaucoup d'assurance.

« Lorsque nous nous tournons vers l'avenir, » poursuit Nwanze, « je reste confiant. Une équipe conjointe du personnel de l'ADRAO et celui du ministère de tutelle du pays hôte, le Ministère de la recherche scientifique, se rendra à Bouaké et M<sup>o</sup>bé pour une évaluation approfondie des pertes, dégâts et réparations à faire aux biens et aux conditions de vie. Cette visite sera suivie d'une autre visite conjointe impliquant la Direction de l'ADRAO et des responsables hauts placés au siège. La couverture médiatique permettra de donner l'alerte au public sur le retour imminent du personnel de l'ADRAO à Bouaké et M<sup>o</sup>bé. Un plan de retour progressif sera mis en œuvre dont la première étape sera le retour d'une équipe de base du personnel d'entretien dirigé par un haut cadre à Bouaké. Le retour de la première vague des autres hauts cadres dépendra des développements satisfaisants. »

### **Héroïsme et franchissement des lignes de front**

Dès octobre, l'information est parvenue à Abidjan que le personnel local reprenait les services à M<sup>o</sup>bé et dans les sites clés de Danané et Gagnoa. « C'est grâce aux actes héroïques de ces agents que nous n'avons pas perdu entièrement le travail d'expérimentation de 2002, » a déclaré Nwanze. « Non seulement les expérimentations ont été maintenues, mais elles ont été aussi récoltées et les données enregistrées à travers les communications téléphoniques avec les chercheurs à Abidjan ! »

« Avec les données en main, les chercheurs étaient donc en mesure de continuer certaines de leurs activités normales telles que l'analyse des données, la rédaction des rapports et la préparation des articles à publier, » a déclaré Yaouba Séré, Directeur de la recherche par intérim d'alors. Il a ajouté que les actes héroïques de l'ADRAO ont été possibles parce que, « tout comme dans une armée, avec la présence du Général et de la plupart de ses Colonels, les troupes ont le courage de jouer leur rôle. »

« Malgré l'ouverture des canaux de communication, nous nous sommes toujours inquiétés des conditions et de la sécurité de notre site de Bouaké, » a déclaré Nwanze. On avait presque couvert deux mois depuis le

### **Points saillants de la Station Sahel**

Tandis que le siège et centre principal de recherche de l'ADRAO souffrait de la crise ivoirienne, le mode de fonctionnement décentralisé de l'ADRAO a fait que pour beaucoup de ses employés c'était le train-train habituel. C'était particulièrement le cas du personnel de la Station Sahel et celle du Nigeria.

### **Gestion intégrée des cultures pour les systèmes de riziculture irriguée dans les zones de Sahel et de savane**

Après le succès initial d'encourager les paysans à adopter les options de la gestion intégrée des cultures [GIC] dans la vallée du Fleuve Sénégal en Mauritanie et au Sénégal (voir 'Gestion intégrée des cultures : pour une diffusion à grande échelle dans les champs paysans,' ADRAO, Rapport annuel 2000, pages 9-19) et l'atelier de 2001 sur l'intensification, les activités en 2002 et en début 2003 visaient à consolider et à étendre le travail. Au Sénégal, la première version d'un dépliant technique était en cours d'évaluation auprès des paysans de deux sites où des groupes de discussion avec les paysans ont été formés spécialement pour traiter la question de la GIC. Dans le même temps, les paysans et les chercheurs de deux sites en Gambie faisaient des évaluations préliminaires des options de la GIC sous forme d'essais socioéconomiques et agronomiques. L'achèvement des essais agronomiques à la fin de 2003 devra ouvrir la voie à des démonstrations à grande échelle dans ce pays.

Les sites pour les travaux de GIC au Burkina et au Mali ont été identifiés pendant l'atelier de Revue et de planification du programme riz irrigué qui s'est tenu en novembre 2002. Les activités portant particulièrement de la GIC du riz irrigué sur les sols à problèmes démarrent pendant la saison pluvieuse dans l'Office du Niger au Mali, en collaboration avec l'Institut d'économie rurale (IER) et dans la vallée du Sourou au Burkina Faso avec l'Institut de l'environnement et des recherches agricoles (INERA). Les options à tester ont été identifiées dans le projet récemment achevé de DFID sur la dégradation des sols au Burkina Faso et en Mauritanie (voir 'Une approche holistique du problème de production en riziculture irriguée englobe bien plus que la seule dégradation des sols,' ADRAO, Rapport annuel 1999, pages 30-37, et 'Donor Country Profile: The Netherlands – Soil degradation in irrigated rice fields in the Sahel', *WARDA Annual Report 2001-2002*, pages 57-60).

Les partenaires nationaux de la recherche et de la vulgarisation en Mauritanie ont récemment demandé à l'ADRAO de les assister dans les études d'impact et d'adoption dans les sites où la GIC a été encouragée au cours des dernières années.

En mi-2002, une étude d'évaluation rapide du secteur du riz irrigué au Nigeria a montré d'énormes similitudes entre les contraintes chez les producteurs du riz irrigué au Nord de la Guinée et dans la savane soudanienne au Nigeria avec celles qui sont communes dans le Sahel. Il doit être donc possible d'adapter et de tester les options GIC dans ces zones du Nord du Nigeria.

### **Points saillants de la Station Sahel (suite)**

#### **Test préliminaire de la GIC dans les bas-fonds irrigués du Sénégal**

En 2002, la Direction régionale de l'Agence nationale du conseil agricole et rural (ANCAR) de Fatick a approché l'ADRAO pour établir des essais variétaux et de GIC dans la région de Fatick, Sud-Ouest du Sénégal. Les essais ont été planifiés en collaboration avec les agents de ANCAR et les groupements paysans dans cinq sites à Fatick. Cependant, la mauvaise pluviométrie est venue annuler les essais de quatre de ces sites.

Dans le site restant, Djilor, les essais ont été établis dans la saison pluvieuse de 2002 dans un champ sélectionné par le groupement des femmes de la vallée. Les essais eux-mêmes ont été conjointement gérés par l'ADRAO, ANCAR et le propriétaire du champ. Pendant la première saison, les variétés (WAS 47-B-B-194-4-2, WAS 63-22-5-9-10-1, WAS 63-22-1-1-3-3, WAS 164-B-5-2 et WAS 33-B-15-1-4-5) ont été testées pour leur adaptation à l'écologie et les caractéristiques agronomiques testées pour trois variétés (Sahel 108, WAS 47-B-B-194-4-2 et une variété locale) par rapport à trois niveaux d'application des engrais et de gestion des adventices. Les paysans de la vallée ont été invités à des visites formelles des essais pendant la maturité des cultures et pendant la période post-récolte pour avoir leurs impressions sur les variétés et les traitements.

« Malgré le manque de pluie, quatre des cinq variétés testées ont pu produire quelques graines (avec des rendements allant de 2 tonnes à l'ha pour WAS 47-B-B-194-4-2 à 3,7 tonnes par ha pour WAS 63-22-5-9-10-1), » a déclaré l'Assistant de recherche Souleymane Gaye, « et les paysans les ont appréciées pour leur production dans des conditions difficiles. »

Dans le même temps, l'Assistant de recherche Abdoulaye Sow était chargé des essais agronomiques. « Nous étions surpris des résultats initiaux, » a-t-il expliqué. « Les deux variétés modernes ont non seulement été beaucoup plus performantes que les variétés locales, mais aussi, sans aucune application d'engrais, elles ont produit autant de grains que les variétés locales avec la dose complète d'engrais recommandée pour cette zone. »

« Bien sûr qu'aucun chercheur ne va accorder beaucoup de crédit aux résultats d'une seule saison, » a déclaré Kouamé Miézan, Chef du Programme riz irrigué. « Nous avons établi un partenariat avec ANCAR et les paysans de Djilor et d'ailleurs dans la région de Fatick. Si la pluviométrie s'améliore en 2003, nous allons continuer avec des essais complets dans les cinq sites comme prévu au départ. L'intérêt principal de rapporter cela maintenant est que nous avons réalisé une mesure de succès dans un bas-fond qui est essentiellement pluvial, donc quelque peu en dehors de notre mandat habituel qui est strictement la riziculture irriguée. Cela commence à se rattacher à notre concept évolutif de l'intensification du continuum bas-fond. »

*... suite à la page 20'*

déclenchement de la crise avant que personne ne puisse se rendre d'Abidjan à M'bé.

« Depuis le commencement des hostilités, l'ADRAO a gardé d'excellentes relations avec le Gouvernement à Abidjan et des relations cordiales avec la force d'occupation à Bouaké, » a déclaré Nwanze. « Cela a nécessité des contacts fréquents et des interactions aux plus hauts niveaux de la hiérarchie militaire et gouvernementale. Les missions officielles qui se sont rendues à Bouaké et M'bé ont été effectuées avec l'entière autorisation du gouvernement et la coopération des forces occupantes. Le PNUD a facilité toutes ces missions en s'occupant de tous les papiers nécessaires. »

La première mission officielle d'Abidjan à Bouaké et M'bé a eu lieu du 18 au 20 novembre. Le Chef des Opérations, Nurdin Katuli, faisait partie de cette mission. « Nous étions très contents de voir que toutes les installations, les communications, l'électricité et l'eau fonctionnaient, » a-t-il déclaré. « Les bureaux et les laboratoires étaient intacts et les opérations de la banque génétique se poursuivaient sans interruption. » En effet, le seul important passage à vide a été la perturbation du laboratoire de la culture d'anthères due à une coupure de courant localisée.

« Un aspect important de la première mission pour ceux d'entre nous qui étions à Abidjan a été l'équipement informatique que nous avons récupéré, » a déclaré le Responsable des Technologies de l'information et des communications, Péfery Coulibaly. Pour être plus précis, tous les serveurs et 25 ordinateurs ont été récupérés pendant cette mission, en même temps que d'importants documents et quelques effets personnels.

« C'était presque un autre mois après que la mission suivante avait pu être organisée. « Nous commençons à nous soucier sérieusement des risques pour notre collection de semences à ce moment-là, » a expliqué le Responsable de l'Unité des ressources génétiques Gouantoueu Guei. « Une panne des installations de la chambre froide ou un vol pouvait facilement nous priver de matériel génétique inestimable. » La mission a eu un succès retentissant en ce sens que plus de 6000 accessions ont été récupérées, y compris le matériel le plus récent des collections de la Côte d'Ivoire et de la Guinée en 2000

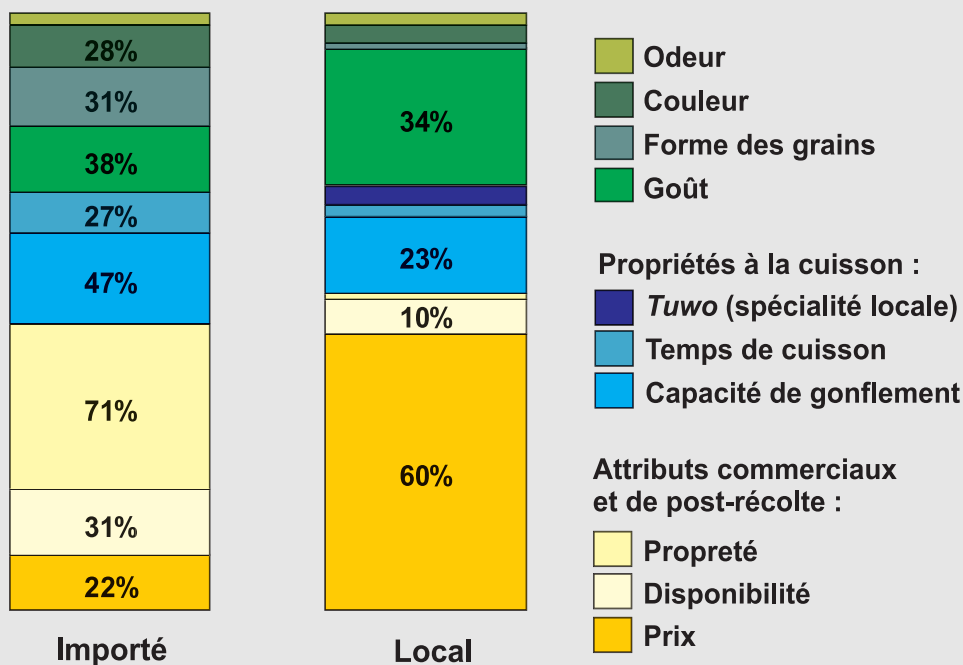
**Stratégie de la filière riz pour le Nigeria**

Les activités et les premiers résultats de la première année de l'étude financée par l'USAID sur la filière riz au Nigeria ont été rapportés l'an dernier (voir Encadré 'Case study: Nigeria', *WARDA Annual Report* 2001-2002, pages 44-45). La crise ivoirienne a provoqué un retard dans l'exécution du projet dont la finalisation est prévue maintenant pour mi-2003 au lieu de décembre 2002 comme initialement prévue.

« Depuis les documents sur l'état actuel des connaissances et l'atelier des acteurs en novembre 2001, nous avons identifié des domaines pour une étude plus poussée, » a expliqué l'Economiste de la production, Olaf Erenstein. « Ainsi, nous avons mené trois études sur les producteurs de riz, les usiniers de riz et les consommateurs de riz et aussi une évaluation rapide des périmètres irrigués dans le pays. » La première étude a couvert 252 producteurs de riz (paysans) dans cinq États producteurs de riz – quatre (Benue, Kaduna, Niger et Taraba) sélectionnés pour leur importance dans la production nationale et la diversité des systèmes rizicoles et un (l'État d'Ekiti) spécifiquement pour inclure le riz pluvial. La deuxième étude a porté sur la transformation du riz dans les mêmes cinq États et deux principaux centres de traitement du riz ailleurs dans le pays. Environ 80 acteurs de la transformation du riz ont été sélectionnés avec un accent sur les usiniers, puisque l'usinage avait été identifié comme facteur clé de la qualité du riz. La troisième étude a ciblé 600 consommateurs de riz dans 21 marchés de huit capitales d'États (notamment celles des cinq États utilisés dans les premières études, plus Abuja, Ibadan et Lagos). « Les principales questions de l'étude sur les consommateurs étaient les suivantes : Pourquoi les répondants ont-ils choisi d'acheter du riz importé par rapport au riz local et ont-ils jamais utilisé du riz local ? » a expliqué Erenstein.

« Les résultats des études sont toujours en cours d'analyse, » a expliqué Erenstein, « mais les questions importantes sont déjà claires. » Par exemple, 80 % de toute la production rizicole est destiné à la vente. Par conséquent, les paysans sont prêts à investir dans les intrants (engrais et pesticides) pour améliorer leur production. Cependant, le riz importé était disponible sur le marché local dans deux-tiers des zones de production rizicoles en milieu rural et est le riz de choix pour beaucoup de consommateurs à cause de sa qualité (tandis que le riz local est choisi pour son prix – voir Figure 2).

**Figure 2.** Importance relative des critères des consommateurs pour la sélection du riz (Nigeria 2002)



La somme des pourcentages rapportés est supérieure à 100 % puisque la plupart des répondants ont cité plus d'un critère. Pour le riz importé, 954 consommateurs ont donné en moyenne 2,99 réponses, tandis que pour le riz local, 325 consommateurs ont donné en moyenne 1,43 réponses.

On est en train d'inclure les résultats des quatre études dans une stratégie pour le développement de la filière riz – le but ultime du projet. Les propositions préliminaires ont été présentées aux collaborateurs au Nigeria en mars 2003 et aussi au ministère fédéral de l'Agriculture, représenté par le ministre et secrétaire permanent.

En septembre 2002, le Président Obasanjo a institué un Comité présidentiel sur l'accroissement de la production rizicole et l'exportation en vue de préparer un plan pour le développement de la filière riz au Nigeria. « L'ADRAO avait été invitée comme membre de Comité permanent, » a déclaré Olu Osiname, le chercheur de liaison de l'ADRAO au Nigeria. « En particulier, le Comité compte sur les données de l'ADRAO en matière de production rizicole dans le pays. » Certains membres de ce Comité étaient présents lors de la présentation du ministère de l'Agriculture. « Nous avons perçu cette réunion comme une opportunité qui vient à point nommé en appui au comité ayant des perspectives plus vastes sur la filière riz plutôt que de se focaliser simplement sur la filière riz irriguée, » a conclu Osiname.

« Le feedback généré par les interactions avec nos collaborateurs et le ministère nous aide à finaliser la stratégie, » a expliqué Erenstein. « Les détails seront discutés lors d'un atelier technique de deux jours à Ibadan pendant l'été [2003] et ensuite il y aura une cérémonie d'une demi-journée à Abuja où le document final sera remis au ministre de l'Agriculture. »

### **Éléments d'une stratégie pour revitaliser la filière riz au Nigeria**

Voilà ce qu'il y a des moyens dégagés, mais qu'est-ce que l'ADRAO va probablement proposer au Gouvernement du Nigeria ?

D'abord, la stratégie a deux objectifs :

- Accroître la capacité de la filière riz pour qu'elle soit compétitive avec le riz importé en termes de qualité et de prix.
- Renforcer la part du marché du riz local sur le marché national du riz.

« En formulant une stratégie pour atteindre ces objectifs, nous sommes guidés par 'les éléments stratégiques', » a expliqué Erenstein.

« Pour être viable, la stratégie doit répondre aux besoins des consommateurs et, par conséquent, la stratégie doit accorder la priorité à l'amélioration de la qualité du riz local plutôt que d'accroître simplement la production locale. »

Les priorités stratégiques suivantes ont été définies.

- *Améliorer la gestion de la qualité le long de la chaîne de production* y compris la sensibilisation des acteurs sur les questions de qualité ; l'amélioration de la technologie de la transformation du riz pour l'étuvage, l'épierrage, l'usinage et l'emballage ; et, l'amélioration de la qualité et l'homogénéité du paddy au niveau du champ en réduisant le mélange des variétés et en améliorant le battage et le nettoyage.
- *Accroître l'efficacité du marché* en appuyant la vente en détail du riz local et l'essor commercial à travers l'accès au fonds de roulement, ce qui devrait permettre de plus grandes opérations, améliorer la régularité de l'approvisionnement et aider de nouveaux opérateurs à entrer dans le marché et à accroître ainsi la concurrence ; réduire les coûts des transactions en encourageant la standardisation des unités, les classements de qualité et la terminologie, la diffusion de l'information sur les prix et la bonification du riz de qualité aux paysans et aux commerçants.
- *Accroître l'efficacité au niveau du producteur* par les variétés améliorées, l'utilisation des intrants externes et leur efficacité, les pratiques de gestion des cultures et la mécanisation. Donner la priorité à l'efficacité améliorée des infrastructures d'irrigation opérationnelles existantes avant de réhabiliter ou de construire de nouvelles structures.

« Puisque nous envisageons mettre en œuvre la stratégie, nous voulons nous assurer que le développement sera durable, » a expliqué Frédéric Lançon, l'ex-Économiste des politiques. « Pour cette raison, nous pensons qu'il est important de travailler avec un ensemble de structures de quatre entités. D'abord, nous ne voulons pas mettre en place de nouvelles institutions, mais plutôt renforcer celles qui existent. Deuxièmement, nous prévoyons un rôle continu pour les plates-formes des acteurs comme établies dans le cadre du projet. Troisièmement, nous pensons qu'un organe de coordination doit être mis en place indépendamment de ceux qui exécutent en réalité les activités liées à la stratégie. Quatrièmement, il faut un système de suivi pour fournir un feedback sur les effets du développement, pour soutenir le débat politique de l'organe de coordination et pour mesurer l'impact du développement de la filière. »

En plus, l'équipe de l'ADRAO préfère une approche à 'petit pas' pour la mise en œuvre au lieu d'une version 'big bang'. « Nous pensons qu'il y a plus de chance de succès si nous optons pour une mise en œuvre par phases, » a expliqué Erenstein. « Nous devons nous étendre progressivement à la fois en terme de localités et de nombres d'interventions. Le processus du développement est incroyablement complexe et va nécessiter les raffinements en cours et une période d'apprentissage pour tous les acteurs. » L'équipe va proposer que la mise en œuvre commence avec certaines interventions spécifiques de la filière riz (ex. la qualité). Ils craignent que la focalisation sur des interventions non spécifiques au riz n'empêche de se concentrer sur le riz ; et que l'organe de coordination ne joue le rôle d'un groupe de pression pour des interventions non rizicoles dans le cadre du développement de la politique agricole en général.

« Comme c'est le cas de beaucoup de programmes potentiellement grands, nous sentons la nécessité de faire des études pilotes dans un certain nombre de sites pour tester la faisabilité des recommandations et les peaufiner, » a expliqué Erenstein. « Les 'projets' pilotes permettront aussi aux personnes impliquées dans la mise en œuvre d'acquérir de l'expérience et d'apprendre la main dans la patte' et être prêtes pour la phase d'intensification, » Il est fort probable que l'équipe suggère que les phases pilotes se fassent dans les États d'Abuja, de Benue, de Kaduna et du Niger, à cause de leur rôle dans la production totale de riz et de leur proximité relative l'un par rapport à l'autre.

et des lignées de sélection. Le matériel récupéré constituait 80 % du total de la collection du matériel génétique.

« En plus de la collection des semences, nous avons aussi mis en place des mesures préventives contre les feux, » a ajouté Katuli.

Une troisième mission a été organisée vers fin février pour récupérer davantage de données et d'effets personnels et ensuite une quatrième mission s'est rendue en fin mars pour récupérer les semences récoltées, les données et des effets personnels. « Au moins maintenant que nous avons les semences de la dernière saison, nous pouvons aller de l'avant, » a déclaré Gridley, Sélectionneur riz de bas-fond. « Avant que ces semences n'arrivent à Bamako, je cherchais seulement à répéter tous les essais de l'an dernier dans de nouvelles localités. »

### **Un mot sur le matériel génétique**

Le stockage à long terme du matériel génétique de riz de l'ADRAO se faisait traditionnellement à l'IITA à travers un accord de longue date entre les deux Centres. Ce n'était donc pas le matériel dupliqué à l'IITA qui était au centre des préoccupations de la deuxième mission à Bouaké-M'bé en décembre. Cependant, les résultats ont été même plus importants, avec la récupération totale de tout le matériel génétique de l'ADRAO vers la fin de la quatrième mission.

Gouantoueu Guei,  
Responsable de l'Unité des  
ressources génétiques,  
supervise l'emballage d'un  
chargement de semences en  
partance pour l'IITA au Nigeria



Le matériel est gardé dans des surgélateurs à Abidjan, mais davantage de mesures sécuritaires ont été prises aussi. « A la fin de février, », explique Guei, « nous avons expédié à l'IITA une partie du matériel récupéré et qui s'ajoute à ce qui y existe déjà. Il s'agit là d'une duplication du matériel qui se trouve à Abidjan. »

Depuis quelques années, quelques duplications du matériel de l'ADRAO sont aussi gardées à l'IRRI en Philippines. « Nous nous acheminons vers l'établissement

### **Points saillants de la Station Sahel (suite)**

#### **Amélioration du bas-fond intensifié – le concept du continuum irrigué**

Le 'continuum de bas-fond intensifié' a été mentionné dans le rapport de l'an dernier ('Breeding Rice for the High-Potential Irrigated Systems – Looking South et la Figure 3, *WARDA Annual Report 2001-2002*, pages 24 et 26). Comme mentionné l'an dernier, le concept vient du fait que hors du Sahel, les paysans dans les systèmes 'irrigués' peuvent ou peuvent ne pas pouvoir maintenir un contrôle total de l'eau d'une saison à la suivante ou même pendant une même saison. Cependant, il y a d'autres facteurs qui appuient les efforts de coordination et d'intégration de la recherche et du transfert de technologies des bas-fonds pluviaux et des bas-fonds irrigués hors du Sahel.

- Les principales espèces d'adventices en riziculture de bas-fond avec une maîtrise partielle de l'eau sont les mêmes tout le long du gradient (maîtrise d'eau) (bien qu'elles diffèrent selon les zones agroécologiques) et sensiblement différentes de celles des plateaux pluviaux.
- Il en est de même pour les types de sols et par conséquent la fertilité des sols et les contraintes liées aux sols.
- Le risque de production réduit dans les bas-fonds avec une maîtrise partielle de l'eau (par rapport aux systèmes purement pluviaux) rend l'utilisation des intrants une option rentable, donnant une orientation commerciale à l'agriculture qui était avant une agriculture de subsistance.
- Les variétés développées pour les systèmes irrigués se sont montrées bien performantes dans les bas-fonds irrigués avec une maîtrise partielle de l'eau bien qu'une plus grande diversité de caractéristiques est requise pour faire face aux stress tels que l'inondation et la sécheresse (absents des systèmes purement irrigués).

« Le concept du continuum ouvre davantage d'options pour la mise en œuvre des bas-fonds, » a expliqué Miézan. « Les technologies développées pour le Sahel et en particulier les systèmes irrigués ont maintenant le potentiel de s'adapter aux bas-fonds non sahéliens. »

« La porte est donc grandement ouverte pour une assistance accrue aux riziculteurs à travers les bas-fonds de l'Afrique subsaharienne, » a conclu Miézan.

d'un processus de stockage à long terme à M'bé, » a dit Guei d'un ton songeur. « C'était sous financement du Gouvernement japonais, avec une contribution de la Banque mondiale. »

Suite à la crise ivoirienne et la fragilité des collections de matériels génétiques qui s'accroissent, l'ADRAO explore avec Fort Collins, Colorado, États-Unis d'Amérique pour y stocker une partie du matériel dupliqué sous un accord de 'black box' ; cela sera fait en 2003 et 2004.

« Pour la présente campagne [2003], nous multiplions le matériel à la Station Sahel de l'ADRAO au Sénégal, » a expliqué Guei. « Ainsi, nous pensons avoir au moins du matériel disponible pour distribution à nos partenaires au sein du Réseau international pour l'évaluation génétique du riz en Afrique. »

« Nous avons tiré sur la sonnette d'alarme à travers le monde en octobre, » a indiqué Nwanze, en publiant un communiqué de presse où nous avons mis en exergue la situation des semences de grande valeur à M'bé. Nous sommes très heureux qu'elles aient été toutes sauvées et nos inquiétudes du pire scénario sont terminées ! »

### **Assistance morale et matérielle multiple**

« Pendant toute cette période, nous avons reçu des messages de soutien de tous les coins du monde, » a dit Nwanze. « Nous sommes très reconnaissants pour toute cette assistance qui nous est utile pendant cette période difficile. »

« Nous avons aussi reçu une assistance matérielle sous forme d'aide d'urgence du GCRAI et de la Banque mondiale, » a indiqué Dubé. « Sans cela, nous aurions pu être dans de sérieux problèmes financiers. »

En mi-décembre, le vice-président du Conseil d'administration, Richard Musangi, a visité Abidjan au nom du Comité exécutif et financier du Conseil. « D'autres membres du Conseil n'ont pas pu faire le déplacement d'Abidjan pour des restrictions de voyage imposées par leurs pays, » a indiqué Musangi. « Cependant, nous avons senti qu'il était absolument important d'être solidaires avec le personnel et la Direction et de nous efforcer à leur remonter le moral par une visite. Et c'est moi qui ai eu l'opportunité. »

En compagnie du membre ivoirien nouvellement nommé au Conseil, Bamba Gué, Musangi a passé en revue

les décisions de la Direction sur la gestion de la crise ivoirienne, a recommandé les décisions et les actions à entreprendre, a rencontré les membres du gouvernement et du corps diplomatique et a organisé une conférence de presse télévisée.

En février, le Conseil s'est réuni en plénière à Bamako et a pu voir de près comment les choses ont été arrangées et comment le personnel était installé. Pendant les réunions du Conseil, le Directeur du GCRAI, Francisco Reifschneider, a aussi visité Bamako et Samanko. Il avait planifié visiter l'ADRAO avant la crise et ensuite Abidjan en fin 2002, mais il était un de ceux qui avaient été affectés par le moratoire de la Banque mondiale sur les voyages en Côte d'Ivoire. Il a saisi l'opportunité pour s'adresser au personnel et féliciter les agents de l'ADRAO pour leur courage sous stress.

### **Avenir consolidé et plus brillant**

« L'ADRAO est unique parmi les Centres du CG, » a dit Nwanze, « en ce sens qu'elle est d'abord une association de pays membres. » En tant que telle, l'ADRAO est née en 1971 de la volonté des gouvernements de collaborer pour le meilleur. « Le partenariat reste notre *modus operandi*, » poursuit Nwanze. « En effet, sans cela, l'ADRAO aurait peut-être disparu du fait de la crise ivoirienne. »

« La crise nous a donné une opportunité unique, » a déclaré Sumberg. « Je n'aurais jamais souhaité écouter le point de vue de quelqu'un sur le traumatisme que cela a causé chez les individus concernés, mais pour l'ADRAO prise dans son ensemble, la situation peut avoir des résultats positifs. » Sumberg est arrivé à Abidjan en novembre 2002 pour occuper le poste de Chef du Programme politique et développement rizières. En janvier, il fut nommé Directeur de la recherche par intérim. « L'ADRAO à présent doit se consolider. Nous avons le personnel clé qui a repris le travail et présentement nous avons un petit accès à notre station principale de recherche. Nous envisageons même davantage de travail en réseau – voyant comment nous pouvons travailler avec nos partenaires pour produire plus de synergies qu'avant. »

« Les sept premiers mois ont été difficiles, » a déclaré Nwanze, « mais nous avons survécu, nous sommes regroupés et l'ADRAO poursuit sa marche. L'appui substantiel de bon nombre de personnes pour soutenir le moral du personnel ne peut pas être documenté à sa juste valeur ! »

